ASSEMBLÉE NATIONALE

26 mai 2008

MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE - (n° 842)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 778

présenté par

M. Daniel Paul, M. Chassaigne, M. Gosnat, Mme Amiable, M. Asensi, M. Bocquet,
M. Braouezec, M. Brard, Mme Buffet, M. Candelier, M. Desallangre, Mme Fraysse,
M. Gerin, M. Gremetz, M. Lecoq, M. Muzeau, M. Sandrier et M. Vaxès

ARTICLE 23

Compléter l'alinéa 5 de cet article par les mots :

« visant notamment à permettre la publicité de l'ouverture de la procédure par tout moyen approprié et le droit d'intervention des tiers intéressés ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La confidentialité de l'ouverture par le Conseil de la concurrence d'une procédure à l'encontre d'une ou plusieurs entreprise(s) n'est pas justifiée. Preuve en est la Commission européenne qui est soumise aux mêmes grands principes procédurux tels que celui de la présomption d'innocence signale l'ouverture des procédures qu'elle mène par des communiqués de presse. Le Conseil a lui-même pris conscience des limites regrettables de cette politique de confidentialité au regard des nombreuses « fuites » dans la presse des affaires qu'il traite. Ainsi dans un communiqué de presse du 27 février 2008, il indiquait : « Compte tenu des informations, de plus en plus fréquemment publiées dans la presse au sujet d'affaires de concurrence en cours, qui n'émanent pas du Conseil, l'institution entend cependant ouvrir la réflexion sur la possibilité de s'acquitter de son devoir de transparence vis-à-vis du grand public et des consommateurs, en les informant de l'ouverture des procédures, à l'instar de la Commission européenne et d'autres autorités nationales de concurrence, selon des modalités propres à garantir la présomption d'innocence ». L'efficacité des procédures ne sera pas atteinte compte tenu de l'intervention de cette publicité simultanément à la notification des griefs à l'entreprise, c'est-à-dire après la phase d'instruction. Au contraire, elle pourrait permettre à certaines personnes de fournir spontanément au conseil de nouvelles informations sur l'affaire en cours.

Cette publicité est d'ailleurs indispensable pour permettre l'intervention de personnes morales ou physiques en tant que tiers auditionnés. Cette possibilité qui n'est pas actuellement prévue dans la procédure devant le Conseil de la concurrence constitue une grave lacune par rapport à la procédure européenne. Il n'est pas question d'ouvrir cette possibilité d'intervention devant de manière trop large au risque de ralentir indûment la procédure. C'est pourquoi seules les personnes justifiant d'un intérêt suffisant pourraient être entendus. L'une des finalités essentielles du droit de la concurrence étant la protection des consommateurs, une telle possibilité d'intervention permettrait en particulier aux associations agréées de consommateurs de participer à la procédure afin de faire entendre la voix des consommateurs. A cet égard, il est très justement noté dans l'exposé des motifs du règlement n°773/2004 de la Commission du 7 avril 2004 : « Il convient également de prévoir l'audition des personnes qui n'ont pas déposé de plainte au sens de l'article 7 du règlement (CE) n°1/2003 et qui ne sont pas des parties auxquelles une communication de griefs a été adressée, mais qui peuvent néanmoins justifier d'un intérêt suffisant. Les associations de consommateurs qui demandent à être entendues doivent généralement être considérées comme ayant un intérêt suffisant lorsque la procédure concerne des produits ou des services utilisés par les consommateurs finals ou des produits ou des services utilisés comme intrants directs dans la production ou la fourniture de tels produits ou services ».